

Rôle technostucturel des services de renseignements congolais dans le contexte des mutations géostratégiques mondiales

François Elika Atubolo

Résumé

La mission principale des services de renseignements est la préservation des intérêts fondamentaux de la Nation. Les guerres et les dynamiques de production de l'insécurité qui émergent sur le territoire congolais depuis plus de 30 ans ont indiqué l'impératif pour les autorités de la RDC de mieux outiller les services de renseignements pour leur fournir la bonne information de la gouvernance de l'Etat afin de garantir la sécurité des populations et la protection du territoire national. Les mutations mondiales en cours interpellent encore davantage l'urgence du renforcement du rôle technostucturel des services de renseignements dans leur mission fondamentale de fourniture des connaissances élaborées pour prévenir les dynamiques de rupture de paix. Cette réflexion se veut une contribution à transcender la phobie à l'égard de services et à les intégrer dans l'intelligence collective organisatrice de la vie en société tant pour vitaliser la démocratie que pour réussir le pari de la projection géopolitique de la RDC.

Mots-clés : Rôle technostucturel, services de renseignements, mutations géostratégiques

Abstract

The main mission of the services of investigations is the preservation of the nation fundamental interests. War and production of insecurity dynamics that emerge in congolese territory for more than 30 years indicated the must for DR Congo authorities to better equip the services of investigation with tools in order to provide them with state governance good information to guarantee the security of populations and the national territory protection. Current world mutations call out again more the emergency of technostuctural role of the investigation services on their fundamental mission of providing with elaborated knowlegde in order to preserve the peace break dynamics. This paper tends to be a contribution to transcend the phobia towards the services and to integrate in the organizer collective investigation of life in society as to succed the bet of DR Congo geopoolitic projection.

Keywords

technostuctural

investigation

geostrectic mutations.

:
technost
role,

services,
geostrct

Introduction

Dans le contexte des mutations géostratégiques mondiales, les services de renseignements jouent un rôle technostucturel crucial, particulièrement dans des pays comme la République démocratique du Congo (RDC). L'Agence Nationale de Renseignements (ANR) de la RDC, par exemple, est une institution puissante qui cumule les fonctions de renseignement intérieur et extérieur ; Ceci est atypique par rapport à de nombreux autres pays et lui confère un avantage en termes de cohérence et de synchronie mais également d'opérationnalité stratégique.

Alors que le monde assiste à un essor des zones grises dans la mondialisation, à un accroissement du nombre de conflits asymétriques, et à un retour de fortes compétitions entre les puissances militaires,

les services de renseignements congolais doivent s'adapter et évoluer pour répondre efficacement aux défis sécuritaires qui en découlent. Ces services sont souvent au cœur des stratégies nationales, agissant comme des yeux et des oreilles pour le gouvernement, et jouant un rôle déterminant dans la protection des intérêts nationaux. Mais jouent-ils le rôle requis pour préparer le pays à assurer la projection de la puissance à court et moyen termes ? La société congolaise perçoit les services de renseignements comme un instrument déconnecté des dynamiques existentielles mais positionné dans l'architecture institutionnelle pour la protection des dirigeants. Si des raisons socio-historiques justifient une telle attitude, il est aussi vrai que les Universités congolaises n'accordent pas une attention aux études sur les renseignements.

Le renseignement ou la marginalité du savoir en science politique

La science politique n'accorde qu'une attention marginale aux questions de renseignement. Ce dernier, vu sous l'angle de politique publique et d'instrument opérationnel de gestion sécuritaire, est pourtant valorisé dans les pays anglo-saxons, à travers les Intelligence studies alors que dans les pays francophones, la traçabilité dans les études universitaires est peu évidente, en dehors de ces efforts qui émergent récemment⁶¹. En France, le constat est identique : « Le renseignement constitue un objet académique non identifié en France : on a du mal à le rattacher à une discipline universitaire car il est à la frontière entre les relations internationales, le droit, la défense...Ce qui en fait donc un sujet parfait pour Sciences Po ! En réalité, Sciences Po est même,

⁶¹ On lira avec intérêt :

- Olivier Forcade et Sébastien-Yves Laurent, *Dans le secret du pouvoir – L'approche française du renseignement XVIIe-XXIe siècle*, Ed Nouveaux Mondes, Paris, 2019, p. 558.
- Sébastien-Yves Laurent., *Atlas du renseignement. Géopolitique du pouvoir*, Ed Sciences po, Paris, 2014, p.191
- Olivier Chopin et Benjamin Oudet, *Renseignement et sécurité*, Ed. Armand Colin, Paris, 2019, p.288

depuis 2007, le seul endroit en France où l'on donne un cours sur ce sujet totalement ignoré par l'académie ¹»

Prenant appui sur la formule empruntée au diplomate britannique Cadogan par le maître-historien britannique Andrew, ce dernier estime que le renseignement est la « *dimension oubliée* » des relations internationales, tant il est vrai qu'il demeure encore absent de la plupart des manuels universitaires, peut-être parce qu'il aurait aussi été un « *objet longtemps perdu des sciences sociales*. »

En RDC, les Facultés de Sciences sociales n'organisent pas les études sur le renseignement, en dehors de quelques thèses qui en effleurent les aspects de manière périphérique. Peu d'articles sont dédiés au renseignement. Ceux qui s'y aventurent sont diablement exposés aux suspicions comme des éventuels collabos des services ou des espions au milieu de saints professeurs d'Université. On peut donc comprendre que fournir une réflexion sur le renseignement relève dans les milieux universitaires congolais, d'une tentative exhibitionniste convoquant de manière incantatoire une trajectoire dont la validation épistémologique bousculerait les habitudes ancrées.

La présente étude analyse le rôle du renseignement comme instance de production d'une intelligence stratégique servant de base fondationnelle à la requalification des capacités d'action dans la gouvernance sécuritaire en RDC.

¹<https://www.sciencespo.fr/fr/actualites/enseigner-renseignement/>⁶³ Delmas, P., *Le bel avenir de la guerre*, Ed, Gallimard, Paris, 1995, p. 304
G. Bouthoul, *Traité de polémologie*, Bibliothèque scientifique Payot, 1991, p. 37.

Le postulat fondateur de notre argumentaire prend appui sur cette évidence : la vie des Etats est liée à la capacité de gérer leurs ennemis. Comme le dit sociologue américain, Charles Tilly, « La guerre a fait l'État, et l'État a fait la guerre ». Loin d'être un simple chiasme, cette assertion montre bien la centralité de la guerre dans l'existence de l'Etat et le pilotage de son architecture institutionnelle. En d'autres termes, la première ligne de défense d'un Etat n'est pas son armée mais ses services de renseignements.

Dans cette optique, le Renseignement en tant que technologie politique de proactivité, peut-il jouer un rôle d'impulsion et de canalisation des efforts pour la production de cette pensée stratégique ?

Bel avenir de la guerre dans les relations internationales

Qu'on le veuille ou non, la Politologie internationale certifie que la guerre a encore un bel avenir⁶³. Philippe Delmas explore le concept de la guerre à travers une lentille contemporaine. Pendant des décennies, il pense que la menace de la mort nucléaire a maintenu la guerre à distance. Cependant, la peur n'est peut-être plus l'unique antidote contre la guerre. À l'exemple de la construction européenne, les pays cherchent désormais la paix en se liant étroitement les uns aux autres par des règles et des intérêts communs. Mais cette approche peut s'avérer vaine, comme la RDC en a fait l'expérience récemment en croyant maîtriser les capacités rwandaises de la production de l'insécurité dans la partie Est, en adhérant à la East African Community (EAC) ²; Comme l'indique Phillippe Hayez, « *le renseignement permet aussi de garantir l'autonomie des nations, en leur permettant, par exemple, de vérifier les engagements diplomatiques.* »

Dans cette optique, Delmas soutient que les guerres modernes ne naissent plus de la puissance des États, mais de leur faiblesse. Dans de nombreux pays, les États n'incarnent plus rien ni personne, et les règles du droit international ainsi que les bénéfices de l'économie mondiale ne les concernent guère. Sous cet angle la conception traditionnelle de la guerre, forgée au fil des siècles de conflits de souveraineté, se révèle déjà inadaptée face à ces nouvelles guerres de légitimité. Dans *Le Prince*, Machiavel estime d'ailleurs que « *la guerre est juste pour ceux à qui elle est nécessaire* ». On peut comprendre que du point de vue du régime actuel du Rwanda, les guerres dites d'agression contre la RDC sont de guerres justes parce que nécessaires. Il en est de même pour les alliés du Président Paul Kagame.

La discursivité congolaise consistant à faire valoir le côté humanitaire en termes de conséquences sur les vies des Congolais, est sans portée stratégique et inefficace. Thucydide, le premier auteur à écrire en historien sur la guerre, affirme le caractère inéluctable de la guerre, qui existera toujours. Ainsi dit-il « tant que la nature humaine restera la même, la guerre subsistera »⁶⁵

Donc la réflexion stratégique portée par les Services de renseignement aurait pu être : comment trouver les ressorts nécessaires pour consolider un Etat légitime en RDC, car son absence pourrait bien assurer un bel avenir de la guerre ? Comment les services de renseignement congolais ont-ils laissé les hommes politiques, mieux les décideurs se battre sur le terrain de la discursivité militaire dominée par la quête de la souveraineté (posture dominante mais périmée dans les débats politique de 1990 jusqu'à l'arrivée de l'AFDL au pouvoir) alors quel'enjeu de la paix réside dans la légitimité des États ?

Les nouvelles guerres de légitimité sont en réalité des guerres qui problématisent les capacités des Etats à construire un contrat social dont la texture est cohésive, c'est-à-dire empêchant que les fissures

² La Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) est une organisation internationale regroupant huit pays d'Afrique de l'Est. Ces pays membres sont le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, le Rwanda, la Somalie, le Soudan du Sud et la Tanzanie. ⁶⁵ Thucydide, Guerre du Péloponèse, Livre I, XXIII.

ne deviennent des fenêtres d'opportunité pour les forces de déstabilisation aussi bien internes qu'externes. Ces guerres de légitimité sont bien plus que des guerres de souveraineté et cadrent aussi bien avec les guerres de sens dans certaines de leurs nuances. Les nouvelles guerres de légitimité sont des dynamiques de belligérance qui transcendent les normativités et se lisent sous le prisme de la normalité géopolitique dont les postures hobbesiennes rendent bien compte, à l'aune de ce que fait la Russie en Ukraine, par exemple.

Ces guerres-là ne se règlent ni par les règles du droit international (la recomposition politique à travers les accords politiques démontre bien les limites), ni par des solutions militaires absolues. Mais plutôt par des capacités d'insertion dans les réseaux géopolitiques, où militarisation vient confirmer le travail de l'intelligence stratégique. Ce sont donc des guerres qui positionnent les services de renseignement comme le mécanisme technostucturel servant de la première ligne de défense nationale. Ces services ont la lourde mission de travailler à la création des conditions de l'acceptation de l'agenda de la paix. Ce rôle de négociateur secret doit être assumé prioritairement par le service secret. On comprend que cette posture inspire une inflexion par rapport à la thèse dominante qui explique l'insécurité à l'Est uniquement par les stratégies de prédation mises en place par les élites dirigeantes au Rwanda. Les dynamiques de belligérance à l'Est prennent appui sur les guerres de sens dans la mesure où la bataille pour l'interprétation et la signification de l'histoire conduit à la polarisation dont la polémique est inévitable³ :

- (i) Le Congo des Congolais, sans les populations congolaises d'origine rwandaise.
- (ii) Le Congo des Congolais avec les populations congolaises d'origine rwandaise.

Cette polarisation inspire ces guerres de sens. Elles sont souvent menées sur le terrain des discours, des médias et de la culture. Elles impliquent des luttes pour définir ce qui est « vrai », « juste » ou « approprié », en opposition à ce qui est faux, injuste et inapproprié. L'interprétation de ce qui est congolais et ce qui ne l'est pas, accroît la surcharge émotionnelle qui se structure autour de l'opposition entre l'autochtonie et de l'allogénie. La tentative de la formalisation de la normalité dominante sur la base du paradigme dangereusement sexy « *de Père et de Mère* », indique bien la portée des guerres de sens.

Ces guerres sont complexes et reflètent les tensions inhérentes à la politique, à la société et traduisent le régime de vérité qui domine les relations internationales, à l'état actuel de l'histoire mondiale. Il s'agit de faire avec et non de vouloir, dans sa situation de faiblesse, imposer un paradigme inadapté.

Assises épistémologiques de l'étude

Du point de vue de la science politique, l'analyse des dynamiques de belligérance à l'Est, peut être rattachée à plusieurs paradigmes explicatifs. Dans le contexte spécifique qui nous concerne, il est évident que les approches possibles sont les suivantes :

- **Le paradigme constructiviste** : selon cette grille, les conflits et les belligérances sont influencés par la construction sociale de la réalité. Les acteurs politiques et les groupes sociaux attribuent des significations et des interprétations différentes aux événements historiques et aux identités nationales. Dans cette optique, la bataille pour l'interprétation et la signification de l'histoire est au cœur de cette approche. Les récits historiques et les narratifs identitaires façonnent les perceptions et les attitudes des populations, incitant ainsi les Services de renseignements à agir pour la formalisation des représentations propices à l'agenda géopolitique de la RDC. La connaissance de la sociologie et de l'anthropologie des

³ Aldama, Juan Alfonso., La tension politique. Pour une sémiotique de la conflictualité, Ed. L'harmattan, Paris, 2023, p. 269

peuples des Grands Lacs étant une nécessité. A cet égard, la mutualisation des expertises avec les universités congolaises et étrangères offre l'opportunité de consolider des réseaux des connaissances et d'influence remarquable. Les contrats avec des Universitaires congolais devraient faire partie de la stratégie de supplémentation à la diplomatie du renseignement.

- **Le paradigme postcolonial** : Ce paradigme met l'accent sur les héritages coloniaux et les relations de pouvoir entre anciennes puissances coloniales et anciennes colonies. Dans le contexte de l'Est de la RDC, les populations congolaises d'origine rwandaise peuvent être considérées comme des acteurs dont l'identité est façonnée par l'histoire coloniale et les migrations transfrontalières. Les services de renseignements devraient analyser les dangers qui pèsent sur la gouvernance d'un Etat en laissant le poids du passé déterminer la conduite de sa politique intérieure et extérieure sur une trajectoire plus longue.
- **Le paradigme identitaire** : Ce paradigme se concentre sur les identités collectives, les appartenances ethniques et les revendications territoriales. La polémique des débats autour du Congo et de ses populations peut être analysée à travers les tensions identitaires liées à l'origine rwandaise des populations. Le désir du territoire dont parle François Thual met en évidence que le Rwanda instrumentalise les populations congolaises d'origine rwandaises pour atteindre des objectifs parfois contraires aux besoins de ces dernières. Le désir du territoire fait partie de l'agenda géopolitique du régime rwandais. Il est clair que les services de renseignements disposent des informations plus adéquates mais dont l'utilisation devra se fonder sur des partenariats actifs avec divers groupes de recherche.

L'opérationnalité	du rôle
ructurel	technost
	de
renseignements congolais	services
	de

Le rôle technostucturel des services de renseignements fait référence aux tâches suivantes⁴ :

- (i) **Collecte de données** : Les services de renseignements utilisent une variété de technologies pour surveiller et collecter des données, allant de la surveillance satellite à la cyber-surveillance. Ils recourent aux moyens humains pour pénétrer dans les dynamiques sociétales.
- (ii) **Analyse de l'information** : Ils emploient des outils et les approches les plus appropriées pour mener des analyses de risques géopolitiques de manière à produire des connaissances incitant à un agir praxéologique.
- (iii) **Prévention et alerte** : Les services de renseignements fournissent des alertes précoces sur des crises imminentes et aident à la gestion des crises nationales et internationales.
- (iv) **Soutien décisionnel** : Ils offrent un soutien essentiel aux décideurs politiques et militaires en fournissant des analyses éclairées sur la sécurité nationale et les intentions des opposants, mais surtout des ennemis.
- (v) **Adaptation technologique** : La technostucture des services de renseignements doit s'adapter en permanence à l'arrivée de nouvelles technologies pour répondre efficacement aux besoins changeants de la sécurité.

⁴ Amiral Pierre Lacoste et François Thual., Services secrets et géopolitique, Ed La Vauzelle, Paris, 2001

Comme on peut s'en rendre compte, le rôle technostucturel des services de renseignements est vital pour la sécurité nationale et internationale, car il permet de traiter et d'exploiter des informations stratégiques de manière efficace et innovante. Ce rôle a évolué conformément aux diverses trajectoires suivies par le Service. La RDC a eu successivement plusieurs noms pour son service de renseignement depuis l'indépendance :

- **La Sûreté nationale (SN)** : 1960-1970
- **Centre national de documentation (CND)** : 1970-novembre 1985
- **Agence nationale de documentation (AND)** : novembre 1985août 1990
- **Service national d'intelligence et de protection (SNIP)** : août 1990-1996
- **Direction Générale de la Sûreté Nationale (DGSN)** : 1996-mai 1997
- **L'Agence nationale de renseignements (ANR)** a été créée début **2003**.

Le renseignement utilise un cycle à la tête duquel il y a un acteur majeur, c'est-à-dire celui qui pose les questions. Dès lors, s'enclenche le cycle du renseignement : d'abord la recherche d'informations, puis l'exploitation de l'information, et enfin la diffusion à celui qui a posé la question. C'est dans l'exploitation de l'information que le renseignement prend toute sa dimension. Ce cycle explique combien le renseignement est directement lié à la culture des dirigeants (politiques, militaires, diplomatiques) et les moyens capacitaires octroyés au renseignement. Dans une république, qui pose des questions ?

L'acteur qui pose des questions est pluriel. Il va du Président de la République, au dirigeant économique jusqu'au citoyen. Au cœur de ce questionnement, se trouve la dialectique des temporalités qu'il faut synchroniser : le temps court du décideur politique au prisme avec les impératifs des mandats politiques et de la satisfaction populaire face au temps long de la stratégie nationale qui dessine le processus de la construction de l'avenir dans une optique de projection dans l'espace monde. Seuls les Renseignements sont le cerveau le plus efficace de la République. Ils savent porter la vision au-delà des mandats des acteurs. Le défi est donc de ne pas personnaliser cette technostucture.

Cette réflexion se construit autour d'une démarche claire. D'abord, elle problématise des questions les plus pertinentes que se poseraient le Président de la RDC et le Gouvernement dans leur lourde mission d'une part de « salubrité publique » c'est-à-dire la création d'une hygiène publique favorable à la sécurité d'existence des populations et d'autre part de « création de la valeur ajoutée géopolitique » dans le champ mondial. L'objectif est de décrypter les enjeux géopolitiques internes et externes.

Ensuite, elle va analyser les dynamiques de production de l'insécurité au regard de la géopolitique mondiale actuelle. Enfin, elle va positionner les services de renseignements comme la technologie politique appropriée pour aider la RDC à répondre aux questions existentielles et géopolitiques liées aux fonctions gouvernementales.

De la protection de l'autolâtrie des dirigeants à la statolâtrie

La question la plus importante est celle de positionner la traçabilité de l'image de la RDC comme un pays viable et donc fréquentable. C'est à ce titre que les investissements peuvent être mobilisés et soutenir les dynamiques de croissance économique. Les services de renseignement contribuent à la préparation des décisions de salubrité publique par l'activation des mécanismes nécessaires pour assurer le système d'intégrité publique.

On peut comprendre que dans un pays en guerre, les ressources financières sont une denrée stratégique pour financer la défense nationale. Il est étonnant que les détournements y soient légion. La meilleure protection est d'aider à ce que les forces adverses ne l'emportent pas sur les forces nationales au risque de la désintégration structurelle de la gouvernance. C'est pour cette raison que les services de renseignement contribuent à des décisions qui impactent sur :

(i) **Le renforcement des institutions** : Le rôle de services de renseignements est d'inciter les élites dirigeantes à améliorer la gouvernance et la stabilité politique en renforçant les institutions démocratiques et en luttant contre la corruption.

Sans les systèmes d'intégrité publiques efficaces, il est difficile que la fonction de « salubrité publique » soit garantie. Ils conseillent aux autorités de cerner les risques d'étouffer « les révolutions pacifiques » et les risques de préparer le lit « aux révolutions violentes ». Ils veillent ainsi à une meilleure distribution de la parole en conseillant quant à l'impératif d'un contrat démocratique à construire et à consolider. Les loyautés et moralités publiques sont un des aspects du travail de ces services. Ceci permet de dissuader que des « personnes sans intégrité publique » n'investissent l'espace décisionnel. Mais c'est bien plus un idéal qu'une réalité en RDC.

Comme on s'en rend compte, les services de renseignements ne constituent pas une police politique destinée à traquer ceux qui usent de la parole en toute liberté pour soutenir les valeurs démocratiques.

Les services de renseignement peuvent jouer un rôle significatif dans la promotion de la gouvernance démocratique en fournissant des informations précises et vérifiables, ils peuvent aussi aider à maintenir la transparence des actions gouvernementales et à tenir les dirigeants responsables de leurs actes. Ils agissent aussi comme technologie politique de contrôle et d'équilibre en surveillant les activités gouvernementales et en prévenant les abus de pouvoir.

Longtemps présentés comme une police politique au service des régimes politiques en raison certes de repressions dont ils sont auteurs, les Congolais devraient savoir que les services sont en principe un tissu important de protection des droits et libertés, car ils identifient les menaces potentielles aux droits et libertés et contribuent à la protection de l'état de droit et des principes démocratiques⁵.

Les services jouent un rôle crucial dans la sécurité nationale. Ceci est déterminant pour impulser un environnement démocratique stable où les citoyens peuvent exercer librement leurs droits politiques. Pour que les services de renseignement remplissent efficacement ces rôles, ils doivent opérer dans un cadre légal clair, être soumis à un contrôle démocratique rigoureux et respecter les droits humains et les libertés fondamentales. Ceci demeure un défi pour le cas de la RDC. Dans leur trajectoire historique, les services ont été positionnés comme un instrument pour garantir l'autolâtrie des dirigeants.

Ainsi, dans plusieurs cas, ces services ont été détournés de leur mission première, qui est de protéger la sécurité nationale, pour servir les intérêts personnels ou politiques d'un dirigeant ou d'un régime. L'utilisation des services de renseignement à des fins d'autolâtrie peut prendre plusieurs formes, notamment la surveillance et la répression des opposants politiques, la manipulation de l'information pour promouvoir une image positive du dirigeant, ou encore l'exploitation des ressources de renseignement pour maintenir un contrôle strict sur la société et asseoir l'autorité du dirigeant. L'histoire politique de la RDC sous le régime de Mobutu est le cas le plus patent.

⁵ Cousseran, J-C, Hayez, P., Renseigner les démocraties, renseigner en démocratie, Ed. : Odile Jacob, Paris, 2015, p. 376

- (ii) **Le développement économique inclusif** : Investir dans le développement économique qui bénéficie à tous les segments de la population, en particulier en valorisant le capital humain et en favorisant un développement territorial et économique équitable.

C'est la norme pour créer des conditions de prospérité partagée et d'inclusion en sachant que les traitises et les dynamiques d'extrémisme violents prennent appui sur les conditions de pauvreté et d'exclusion.

L'enrôlement des jeunes dans les groupes armés illustre bien comment détenir une arme peut devenir diablement plus lucratif pour les jeunes désœuvrés.

- (iii) **La gestion des ressources naturelles** : Le rôle des services est de contribuer à mettre en place une gestion transparente et durable des ressources naturelles pour éviter leur exploitation illégale et assurer que les revenus profitent au développement du pays.

Les services doivent fournir des analyses de risques sur la manière dont les ressources sont gérées et le déficit de crédibilité y compris les effets d'affaiblissement du contrat social qui en résulteraient rendant difficile le travail de la sécurité collective au sein de l'Etat.

- (iv) **La diplomatie active** : Les Services conseillent sur le scénario efficace devant conduire à la gestion de l'amitié et de l'inimitié dans les relations internationales

La gestion de l'amitié et de l'inimitié dans les relations internationales est un aspect complexe de la diplomatie et de la stratégie géopolitique. Les services de renseignement, en tant que conseillers stratégiques du gouvernement, jouent un rôle crucial dans l'élaboration de scénarios efficaces pour naviguer dans ces dynamiques délicates. Ils portent généralement leur attention sur les aspects suivants :

- L'évaluation constante des relations historiques, économiques, culturelles et politiques entre les pays concernés pour comprendre les sources d'amitié et de tension.
- La détermination des intérêts nationaux et les objectifs stratégiques pour chaque pays afin de comprendre ce qui est négociable et ce qui ne l'est pas.
- La création des conditions propices à la désescalade avec les Etats dont les intérêts garantissent la sécurité et les intérêts de la RDC.
- Les alliances et partenariats : en explorant la formation ou le renforcement d'alliances et de partenariats stratégiques pour équilibrer les relations d'amitié et d'inimitié.

Les services proposent ainsi aux élites dirigeantes des mesures de confiance à offrir aux Etats amis, indifférents ou hostiles, pour réduire l'inimitié, telles que des accords de non-agression, des échanges culturels et des initiatives de coopération économique. En cas de crise, ils savent préparer les conditions propices à la sécurité des populations, les plans d'urgence pour gérer les crises potentielles rapidement et efficacement, minimisant ainsi les dommages aux relations internationales. En synergie avec les diplomates, ils jouent un rôle déterminant dans le renforcement des relations avec les pays voisins et les partenaires internationaux par la diplomatie et la participation active dans les organisations régionales et internationales. Ils savent ainsi acheter les expertises étrangères et les insérer dans les stratégies propices à la défense des intérêts nationaux. On peut alors comprendre pourquoi un étranger sans avoir la nationalité congolaise, peut détenir un passeport congolais.

Dynamique de confrontation géopolitique avec un État lilliputien

Le Rwanda reste un petit pays sans profondeur stratégique. Mais la bataille du Rwanda est sur les plages du renseignement. La militarisation des rapports est une démarche de production de

l'insécurité dictée par les élites sécuritaires du Rwanda. Ayant étudié les vulnérabilités stratégiques congolaises, elles peuvent planifier un processus de production de l'insécurité et élargissement de la territorialité rwandaise jusqu'en RDC, tout en étant rassuré des réponses limitées de la part de la RDC. Il semble que les élites dirigeantes n'ont jamais tiré les leçons de l'historicité sécuritaire de la RDC.

Depuis son indépendance en 1960, la RDC a connu diverses périodes de turbulences politiques et sécuritaires, souvent exacerbées par des lacunes dans les services de renseignement. La période immédiatement après l'indépendance a été marquée par des troubles politiques et des tentatives de coups d'État, révélant des faiblesses dans la collecte et l'analyse des renseignements. Les deux guerres du Katanga sont le reflet, en raison de leur effet de surprise, du déficit technostucturel des services de renseignements du Président Mobutu. La liquidation du régime de Mobutu en 1997 avec l'arrivée de l'AFDL montre clairement la faiblesse dans la proactivité stratégique.

Lorsque Honoré Ngbanda, l'un des ceux-là qui pilotaient les services de renseignements sous Mobutu, arrive à cet aveu de faiblesse, on peut comprendre le danger que court un Etat, lorsque la digue protectrice de son existence, à savoir le service de renseignement, est rompue : « Nous avons péché par inconscience et irresponsabilité en méprisant nos devoirs et nos obligations en notre pays et notre peuple, en ne prenant pas assez ou pas du tout conscience de la noblesse de notre mission devant Dieu et devant le peuple⁶ »

Sous les régimes congolais qui se sont succédé, les services de renseignement sont critiqués pour leur utilisation à des fins de répression politique plutôt que pour la sécurité nationale. La première Guerre du Shaba (1977) : Des insurgés katangais basés en Angola, connus sous le nom de Front National de Libération du Congo (FNLC), ont envahi la province du Shaba (actuel Katanga). Les forces zaïroises, mal préparées et surprises par l'attaque, ont subi de lourdes défaites avant que l'intervention étrangère ne les aide à repousser l'invasion. La deuxième Guerre du Shaba (1978) : Une année après la première invasion, le FNLC a lancé une autre attaque, prenant la ville stratégique de Kolwezi. Cette attaque a également pris les services de renseignement par surprise, révélant une fois de plus leur incapacité à prévoir et à contrer les mouvements des insurgés.

On réalise que lorsque les services de renseignement sont souvent utilisés pour la répression des opposants politiques plutôt que pour la collecte d'informations stratégiques, cela finit par affaiblir leur rôle stratégique, celui de servir d'instrument de sécurité nationale.

Dans cette optique, les conflits dans l'est du pays illustrent clairement l'incapacité de services de renseignement à anticiper. Après la chute de Mobutu, la RDC a continué à faire face à des défis sécuritaires majeurs, notamment l'incapacité des services de renseignement à contrer efficacement les groupes rebelles et les interférences étrangères. On peut dire que le déficit de la pensée stratégique de la RDC dans le contexte postbipolaire est tributaire de la défaite des services de renseignement du pays.

Ceci actualise l'urgence d'une réforme en profondeur et d'un renforcement des capacités des services de renseignement en RDC pour assurer la sécurité nationale et régionale, au regard des dynamiques géopolitiques en Afrique et dans le monde.

L'histoire politique comparée des nations révèle que l'adaptation est un impératif absolu. La démarche est de savoir comment créer, organiser et orienter les moyens pour structurer en priorité, la

⁶ Honoré Ngbanda Nzambo, Crimes organisés en Afrique centrale. Révélation sur les réseaux rwandais et occidentaux, Ed. Duboiris, Paris, 2004, p. 31

survie de l'Etat, à la suite des dynamiques de rupture et de recompositions. Bien plus, il est requis de construire les capacités de projection géopolitique en vue de faire vivre l'Etat sur une perspective de puissance et de stabilité.

Les renseignements : logiques fondationnelles de la chrono stratégie de défense

Les renseignements se fondent sur le fait de s'informer sur les intentions d'un acteur intérieur ou extérieur, anticiper les évolutions, prévenir les menaces, influencer les situations. Sous cet angle, ils contribuent à bloquer ou faire avancer les circonstances. Les Renseignements exigent une présence humaine et technique permanente dans tous les secteurs. Ce n'est donc pas une activité strictement réservée à certains spécialistes : il concerne tout le monde à des degrés divers. Il faut échapper au piège de la survalorisation de son caractère toxique et mettre en évidence son caractère technostucturel et républicain.

Les renseignements, à la différence des recherches universitaires travaillent sur une typologie informationnelle plus large allant des informations dites blanches aux informations dites noires selon un versant praxéologique défini.

Les informations blanches caractérisent l'ensemble des informations disponibles immédiatement et librement accessibles : soit les sources ouvertes. Elles couvrent la majeure partie des sources formalisées (rapport de gestion, bilan, plaquettes commerciales et bien sûr articles de presses). Leur nonconfidentialité ne doit pas conduire à les déprécier car elles constituent souvent une base de travail et de recherches tout à la fois fiable et indispensable et amène généralement après constitution d'une synthèse, de reconstituer un fil conducteur permettant de discerner l'information principale recherchée qui elle est souvent protégée.

Les informations grises sont les sources que l'on peut acquérir de manière indirecte ou détournée. D'accès légal, elles sont privilégiées par les consultants en intelligence économique (démarche particulière, appel à des réseaux d'influences.). Celles-ci nécessitent une démarche de préparation (à partir des informations blanches) car elles répondent souvent à un besoin précis et ciblé.

Les informations noires sont considérées comme confidentielles et leur collecte est souvent assimilée à l'espionnage.

Mobilisation des Services de renseignements dans la formulation de la politique étrangère

Les services de renseignements jouent un rôle crucial dans les relations internationales notamment dans la formulation et la conduite de la politique étrangère, ainsi que dans la préservation de la sécurité nationale dans un contexte international complexe. Ils agissent par :

La collecte d'informations : Ils rassemblent des données stratégiques sur les intentions et capacités des autres États, ce qui est essentiel pour la prise de décisions en matière de politique étrangère.

L'analyse et évaluation : Les renseignements recueillis sont analysés pour évaluer les menaces et opportunités, ce qui aide les décideurs à élaborer des stratégies diplomatiques informées.

La prévention des conflits : En anticipant les actions potentielles d'autres pays, les services de renseignements peuvent aider à prévenir les conflits et à promouvoir la stabilité internationale.

Le soutien aux négociations : Les informations fournies par les services secrets peuvent être utilisées pour soutenir les négociations diplomatiques et pour obtenir un avantage dans les discussions bilatérales ou multilatérales.

Les opérations clandestines : elles visent à influencer les événements dans d'autres pays de manière à favoriser les intérêts nationaux. C'est cela que le Rwanda fait le plus en RDC.

La lutte contre le terrorisme et la prolifération : Les services de renseignements sont impliqués dans la lutte contre le terrorisme, des enjeux majeurs dans les relations internationales actuelles. L'Etat islamique en RDC est une branche de l'organisation terroriste internationale qui a commencé à opérer dans la région de l'Est de la RDC, principalement dans la province du Nord-Kivu. Ils ont mené des attaques contre les civils et les forces de sécurité, semant la terreur et la violence dans la région⁷⁰. Alors que les pays du Sahel intensifient la traque des groupes terroristes, la RDC dont l'autorité de l'Etat n'est pas partout, pourrait devenir la zone grise et servir de grand lit à ces groupes terroristes en perte de vitesse ailleurs.

L'intelligence économique : Ils surveillent également les menaces économiques, comme l'espionnage industriel et la protection des intérêts économiques nationaux mais participent également au pillage des idées innovantes. En application à ce principe, il est clair que l'on devra apercevoir le danger de laisser l'économie entière du Congo entre les mains des entrepreneurs étrangers alors que le pays est dépourvu autant d'une classe moyenne que d'une génération des hommes et des femmes d'affaires de haut niveau et soutenus par l'Etat congolais.

Les renseignements comme superstructure de veille stratégique du destin de la Nation

La prise de conscience de l'importance de bien connaître son marché a permis l'éclosion de systèmes de veille efficaces et ciblés, accessible pour chacun, du manager au commercial. C'est cela l'intelligence économique. La nécessité de connaître le monde en profondeur et de repenser les modes d'action de l'Etat, c'est cela l'intelligence stratégique. Outil de traçabilité informationnelle, d'analyse stratégique et de prospective, les Renseignements assurent la veille de la République à travers la gestion de

⁷⁰ Voici quelques liens vers des articles et des rapports sur l'Etat islamique en RDC :

1. Article de BBC News sur l'implication de l'Etat islamique en RDC
[:https://www.bbc.com/news/world-africa-58167840](https://www.bbc.com/news/world-africa-58167840)
2. Rapport de Human Rights Watch sur les attaques de l'Etat islamique en RDC
[:https://www.hrw.org/news/2021/09/09/dr-congo-islamic-state-claims-attacks](https://www.hrw.org/news/2021/09/09/dr-congo-islamic-state-claims-attacks)
3. Article de Reuters sur les liens entre l'Etat islamique et les groupes armés en RDC
[:https://www.reuters.com/world/africa/islamic-state-claims-attack-near-congos-ugandanborder-2021-07-23/](https://www.reuters.com/world/africa/islamic-state-claims-attack-near-congos-ugandanborder-2021-07-23/)

l'amitié et de l'intimité territoriale, stratégiques et ontologiques dans les rapports que l'Etat formalise avec les autres entités.

Les renseignements définissent la chrono stratégie de la défense nationale

Deux objectifs se dégagent pour garantir la profondeur stratégique de la nation : décliner la spécificité temporelle de la défense en une « chrono stratégie » et garantir son appropriation, donc son soutien, par la société et ses représentants politiques. Cette « chrono stratégie » de la défense oriente fondamentalement le modèle de cohérence capacitaire à retenir. Il est essentiel pour la RDC de procéder par une combinaison de partages capacitaires synchronisés permettant de conserver une maîtrise du temps de la décision et de la réaction aussi complète que possible.

Au-delà de cette synchronisation nationale et internationale, la « chrono stratégie » vise à garantir la profondeur stratégique de la nation, la capacité de résilience de sa défense : parvenir à encaisser la surprise stratégique, garantir un renforcement à court terme et une adaptation complète au besoin à plus longue échéance. L'urgence doit pouvoir être parée nationalement. Si le partage capacitaire semble adapté à des engagements expéditionnaires limités, la réponse à l'urgence nationale nécessitant de jeter toutes ses forces dans la crise demeure une responsabilité du pays qui ne peut s'en remettre aux décisions de ces partenaires. La maîtrise du temps stratégique devient en conséquence le dernier rempart souverain de la nation. Cela se décline en termes opérationnels, par une formalisation de la pensée stratégique dont les services des renseignements et la capacité de l'armée sont le reflet. La mise en perspective des enjeux géopolitique requiert que les services de renseignements en tant que technologies politiques proactives et réactives soient valorisés comme une des composantes essentielles de la doctrine sécuritaire.

La période post-bipolaire a mis en évidence le progressif

remplacement du terme de défense se déclinant en termes des menaces externes, par celui de sécurité, traditionnellement liée aux risques internes. Le champ de la sécurité, gérant désormais des risques et non plus uniquement des menaces, est exposé aux crises et non plus simplement aux guerres.

Sous cet angle, la *crisologie* devient un aspect essentiel dans la géopolitique post-bipolaire. Si l'utilisation de la dichotomie menaces/risques, reste très largement métaphorique dans la plupart des arènes politicomilitaires, les risques constituent, en tout cas du point de vue de la planification stratégique, des menaces jugées impossibles à endiguer uniquement par la force militaire en tant que telle. Les enjeux de la restructuration du champ de la défense sont donc palpables à travers la recomposition du champ sécuritaire en termes notamment de la reconversion et la redistribution du capital spécifique de gestion de la menace.

Dans cette optique, le pendant organisationnel de la projection militaire devrait se reconfigurer et évoluer de l'organisation par systèmes d'armes (Forces aériennes, Forces terrestres et Forces navales) à des nouveaux systèmes de forces plus intégrés et complémentaires dans un contexte de rationalisation organisationnelle. La réforme de l'armée en RDC est une exigence dans le contexte de l'ambition géopolitique du pays. Ce qui requiert d'un point de vue managérial, la révision des organisations de commandement et un réaménagement de l'organisation des chaînes hiérarchiques et organiques. Cela suppose une recomposition sociologique des groupes militaires combattants, davantage organisés à partir de spécialités fonctionnelles que d'armée d'appartenance.

Les renseignements comme noopolitique et production des capacités d'historicité

Les renseignements ont un avantage sur bien des secteurs de la vie y compris les Universités : c'est la profondeur de connaissance de la complexité et de l'informalité. A ce titre, ils disposent des atouts pour contribuer à la construction de ce que Joseph Nye appelle « le pouvoir intelligent », c'est-à-dire qui se caractérise sur le plan de la politique intérieure et internationale par une combinaison rationnelle de la pensée, de l'argent et de l'épée⁷. C'est sur quoi tout le monde peut se mettre

⁷ Dans *The Emergence of Noopolitik : Toward an American Information Strategy*, John Arquilla et David Ronfeldt affirment que « ce n'est plus celui qui a la plus grosse bombe qui l'emportera dans les conflits de demain, mais celui qui

d'accord, c'est l'évidence que la RDC, disposant des éléments objectifs de puissance, doit jouer un rôle stratégiquement important dans la région en Afrique. La RDC étant le pôle de stabilisation dans cette partie de l'Afrique, sa politique étrangère doit être prise en charge par une diplomatie publique efficace. Cette dernière consiste à renforcer la diplomatie officielle par l'implication de la population dans le processus de la gestion et de la promotion de l'intérêt national au contact avec l'étranger. En tant qu'instance de responsabilisation du peuple, la diplomatie publique est une sorte de marketing et de défense des intérêts de la nation par le peuple lui-même.

La dématérialisation de la puissance est évidente à l'ère où l'instantanéité de l'information conditionne les postures sécuritaires des Etats. La géographie d'un pays ne se conçoit plus en ignorant la non-résistance des frontières devant la vague informationnelle. Cela entraîne que les postures sécuritaires classiques admettent leur limite dans la gestion de flux de défis stratégiques surtout que l'asymétrie des risques et des menaces prend appui sur cette donnée informationnelle.

A l'ère où la primauté de l'information dans la réflexion stratégique est largement déterminée par l'innovation technologique, la prolifération des nouvelles organisations paraétatiques ou non gouvernementales et la compénétration avec la notion de puissance devenue de plus en plus immatérielle, la géostratégie doit demeurer la science de grande importance aussi bien pour les dirigeants que pour l'élite scientifique et économique de la RDC. C'est dire que seules l'intelligence et la maîtrise de l'information constituent la source de puissance des nations de ce siècle. C'est au cœur de cet enjeu que tient l'importance du Renseignement.

La mise en place des centres de recherche géopolitique dignes de ce nom est une nécessité qui devrait donner au pays, la possibilité de construire les sillons de sa vision du monde sur la base des études effectives. La démarche est de disposer d'une vision géopolitique assise sur une lecture et une interprétation rationnelle des faits sociaux dans le champ-monde. La politique internationale a horreur des Etats qui procèdent à tâtons et qui agissent sans tenir compte des grands courants du monde qui sous-tendent la praxis des relations internationales.

L'organisation de la bataille des intelligences au profit de la Nation⁸

Les Etats s'écroulent souvent à cause des communications impertinentes dans le champ mondial. Les Entreprises se disqualifient souvent à cause de non-renouvellement de leur intelligence managériale. Ceci met en évidence la nécessité d'organiser l'accès à l'information et de la gérer.

On peut lire sur le site de l'Institut français des Relations internationales⁹ ce qui suit au sujet du premier Sommet de l'intelligence économique et de la sécurité, qui s'est déroulé du 4 au 6 juin 2015 à Chamonix-Mont-Blanc : « *Dans un monde hyperconnecté où les informations de toutes sortes circulent sans frontière et sans filtre, leur maîtrise est devenue un enjeu capital pour les administrations et les entreprises. Savoir qualifier et protéger ses informations stratégiques, mais*

racontera la meilleure histoire ", la plus convaincante, celle qui séduit le plus grand nombre. » Les renseignements devraient, analyser les pratiques de communications les plus stratégiques des Etats, conseiller au Gouvernement celle qui soit plus porteuse de la plus-value d'un point de vue holistique.

Pour ces auteurs, la noopolitique, est une conduite en matière de politique étrangère et de stratégie adaptée à l'ère de l'information qui met en valeur la mise en forme et le partage des idées, des valeurs, des normes, des lois et de la morale au moyen du "pouvoir doux" ", définis ici comme étant « la capacité d'atteindre ses objectifs dans le domaine international au moyen de l'attraction plutôt que de la coercition ».

⁸ Zimmer, T., Le renseignement humain à l'ère numérique. Intelligence économique et espionnage : vous manipule-t-on pour obtenir des informations ? Ed. VA press, Paris, 2018, p.200

⁹<http://www.iris-france.org/61787-maitriser-linformation-strategique-lintelligence-economique-commefacteur-cle-de-puissance/>

aussi normaliser leurs usages pour gagner en capacité d'influence, constituent aujourd'hui des facteurs de compétitivité et de puissance incontournables. Aujourd'hui, avec la multiplication des données (big data) et des réseaux, la difficulté n'est plus, comme à l'époque, de savoir où trouver de l'information, mais de repérer la bonne information, facteur de compétitivité, dans le flot de données disponibles. »

La démarche du Sommet a permis de démontrer la nécessité de qualifier l'information, c'est-à-dire lui attribuer une valeur en fonction de son degré d'importance stratégique, en vue de faciliter la prise de décision et la conduite de l'action. Quelle information est stratégique pour une entreprise ou une administration ? Qui dans l'organisation a la responsabilité d'établir le degré d'importance stratégique ou de confidentialité des informations qui circulent.

Il est également requis de maîtriser l'information stratégique, c'est-à-dire s'en servir pour influencer, dans le but de négocier, séduire, convaincre. Le lobbying est un puissant outil d'influence. Ce principe de fonctionnement et les flux public/privé qu'il engendre, est parfaitement admis par de nombreux pays, notamment anglo-saxons, qui en font une règle de fonctionnement dans les organisations internationales. Ainsi, les États-Unis dépêchent-ils environ 15 000 lobbyistes auprès des instances européennes à Bruxelles, par exemple, pour peser sur l'instauration de normes et de standards internationaux. Comment la RDC use de cette technique pour influencer les décisions dans les conférences aussi importantes que celles se rapportant à l'environnement ? Comment déploie-t-elle son lobbying pour influencer le positionnement des Congolais travaillant dans les Organisations internationales ?

L'impératif de dépasser la diplomatie de la présence déclarée et de l'absence constatée

Il semble vrai que la RDC soit meilleure en diplomatie qu'en « réseautage », mais qu'elle soit peu efficace pour influencer les choses en amont. Sa capacité de réactivité est souvent plus tardive. Cette capacité à exceller dans la communication impertinente montre que la RDC, prenant tardivement conscience de la portée géopolitique du réseautage, peut user de ses services de renseignements pour féconder une intelligence stratégique plus holistique.

Le nouveau paramètre d'appréciation du différentiel de puissance entre les États depuis l'effondrement du bloc communiste est la rationalité stratégique qui transparaît à travers la capacité organisationnelle de l'espace et l'anticipation de la circularité des événements. La science des relations internationales intègre de plus en plus la dimension de la prospective dite stratégique qui apparaît comme la combinaison de la phase exploratoire d'identification des enjeux du futur et de la phase normative de définition des choix stratégiques possibles et souhaitables.

La gestion de la libido territoriale du Rwanda

La "libido territoriale" est un concept introduit par François Thual dans son livre "Le désir de territoire". Ce terme fait référence à une sorte de désir ou d'impulsion presque psychologique des peuples à convoiter et à conquérir des territoires. Thual explore les mécanismes d'expression et les motivations profondes derrière ce désir de territoire, en dressant une archéologie de la formation des dispositifs territoriaux, impériaux et identitaires à travers l'histoire.

Donc, la libido territoriale est une constante anthropologique qui ne peut être pleinement comprise et analysée qu'en considérant les multiples dimensions historiques, culturelles, psychologiques et géopolitiques qui façonnent les désirs et les actions des peuples en matière de territoire.

Honoré Ngbanda montre que c'est une donnée constante que quel que soit le visage ethnique de la personne qui est au pouvoir à Kigali, qu'elle s'appelle Grégoire Kayibanda (Hutu), Juvénal Habyarimana (Hutu) ou Paul Kagamé (Tutsi), tous ont lorgné et lorgnent vers l'Est de la RDC pour trouver des solutions aux difficultés de terre pour leurs populations¹⁰.

La libido territoriale du Rwanda n'est pas une stratégie du Président Kagame, contrairement à ce que pensent certains. Elle fait partie de la stratégie existentielle du Rwanda. Les services devraient mieux étudier la question afin de mieux aider les dirigeants congolais à bien savoir et comprendre pour pouvoir, pouvoir pour empêcher ou pour imposer, car sans cela, l'appareil étatique ne saurait survivre, comme le démontrent François Thual et l'Amiral Pierre Lacoste dans l'ouvrage déjà évoqué.

La gestion du complexe d'obsidionalité en RDC

François Thual admet que le complexe d'obsidionalité est un concept géopolitique important pour comprendre les perceptions de sécurité et les stratégies adoptées par les États et les communautés face à des menaces perçues. Il illustre comment la géopolitique est influencée par des facteurs émotionnels et historiques.

Dans cette optique, la récurrence des conflits et la production de l'insécurité suite entre autres à l'instrumentalisation des forces internes par le Rwanda, a fini par créer un complexe d'obsidionalité chez les élites et populations congolaises. Ce complexe renvoie au sentiment d'encerclement ressenti par un État ou une communauté. Il s'agit d'une perception de vulnérabilité, où l'entité concernée se sent menacée par des forces extérieures qui la cernent. Ce concept va au-delà de la simple géographie physique et inclut également des dimensions psychologiques et historiques. Il peut être lié à des conflits territoriaux, des rivalités ethniques, des traumatismes historiques, etc.

Le même complexe structure les imaginaires individuels et collectifs des Congolais et inspire un narratif nativiste fondé sur l'idée de la permanence de l'hostilité des voisins de la RDC, notamment dans la partie Est de la RDC et conséquemment le refus de toute ouverture. Ceci pourrait bien se révéler un danger dans le récit fondateur d'un vivre collectif, au-delà des transactions politiques. Le complexe d'obsidionalité peut conduire à des réactions défensives et parfois agressives, car le groupe ou la nation se sent menacé et cherche à protéger son territoire et son identité. Les discours de haine prennent ainsi corps à partir de là.

La gestion des infiltrations étrangères en RDC

Le discours politique congolais a formaté l'imaginaire collectif en termes de justification du déficit de production de la sécurité territoriale, par la permanence des infiltrations rwandaises ou autres au sein de l'appareil institutionnel congolais. Cette communication publique est impertinente. Les États s'espionnent et doivent davantage s'espionner. C'est une constante. C'est la condition existentielle des États et des sociétés. La réponse doit être proportionnelle à la pratique. L'espionnage entre les États est toujours une réalité dans le monde actuel. Les révélations récentes sur l'ingérence des espions chinois au Canada et l'incident du ballon-espion chinois aux États-Unis ont mis en lumière l'univers caché de la collecte de renseignements et de l'influence entre nations. Ces événements démontrent que la collecte de données et l'espionnage sont des pratiques courantes, notamment entre les superpuissances comme les États-Unis et la Chine. De plus, les tensions et les risques de dérapages entre ces nations sont des préoccupations constantes dans les relations internationales.

Il est vrai que l'espionnage se décline comme un outil essentiel pour la sécurité nationale et la prise de décision politique, mais il peut aussi être source de conflits et de crises diplomatiques. Les

¹⁰ Ngbanda, N., Op.cit, p.81

États s'efforcent donc de trouver un équilibre entre la protection de leurs intérêts et le respect des normes internationales. Mais dans la pratique, et la relation congolo-rwandaise le démontre clairement, il est difficile de croire que les passions suffisent.

L'histoire de l'espionnage est riche en exemples d'infiltration dans les services de renseignement de différents pays. L'histoire offre des cas qui doivent attirer et convaincre quant à la nécessité de s'organiser pour contrer et contrôler ¹¹:

En Chine, Sun Tzu au IV^e siècle av. J.-C. qui a influencé la pensée militaire asiatique avec son ouvrage "L'Art de la Guerre", soulignait l'importance de connaître l'ennemi et soi-même pour éviter les dangers lors des engagements militaires. Il identifiait différents rôles d'espions, tels que les informateurs secrets, les agents d'infiltration et les agents de désinformation.

Les Hébreux utilisaient également des espions, comme dans l'histoire de Rahab (Josué 2 : 1–24), l'une des premières opérations de renseignement sophistiquées documentées. Les espions étaient courants dans les empires grec et romain. Dans la même optique, les Mongols ont largement utilisé l'espionnage dans leurs conquêtes en Asie et en Europe (XIII^e-XIV^e siècles), le Japon féodal employait souvent des *shinobi* (*ninja*) pour collecter des renseignements. En Géorgie (12^e siècle), le roi David IV a établi un service de renseignement efficace dont les espions, appelés "*mstovar*", ont joué un rôle crucial dans la découverte des conspirations féodales, la contre-ingérence contre les espions ennemis et l'infiltration de lieux clés tels que les châteaux et les palais. Une étude récente a analysé des cas d'infiltration ou d'espionnage interne en Europe. La Russie est derrière la grande majorité de ces affaires. Les espions peuvent être des militaires, des consultants, des chercheurs, des criminels ou même des "amis de la RDC, y compris les Congolais dits de « Père et de Mère » pour des raisons idéologiques ou transactionnelles. C'est dire que l'espionnage a une longue histoire et continue d'être un élément essentiel des relations internationales et de la sécurité nationale.

Le cas de Ana Montes (DIA), Américaine et analyste de la Defense Intelligence Agency (DIA) qui a espionné pour Cuba pendant 16 ans avant d'être arrêtée en 2001. Elle a été l'une des espionnes les plus nuisibles pour les États-Unis. Hanssen était un agent du FBI qui a vendu des secrets américains à l'Union soviétique et à la Russie pendant plus de deux décennies, de 1979 à 2001. Il a été l'un des espions les plus dommageables de l'histoire américaine avant sa capture.

Ces cas illustrent la complexité de détecter l'infiltration dans les services de renseignement, surtout lorsque les agents doubles sont profondément enracinés dans l'organisation et protégés par des couches de secret. Ils soulignent également l'importance des mesures de contre-espionnage et de la vigilance continue pour protéger la sécurité nationale. Le discours congolais sur les infiltrations rwandaises souffre d'un nativisme¹² géopolitique préjudiciable à l'image du pays. L'impératif d'asseoir et de consolider le contre-espionnage en utilisant les moyens les plus appropriés éviterait de décliner à la place publique un narratif plaintif.

¹¹ Lire : Denécé, E., Histoire mondiale de l'espionnage Ed. Rennes, Ouest-France, 2010

Denécé, E., Au cœur des services secrets. Idées reçues sur le renseignement, Paris, Le Cavalier bleu, 2013.

¹² Le nativisme est une idéologie selon laquelle le degré d'appartenance à une nation se mesure en termes d'« ancienneté », et partant, d'une certaine forme de « pureté ». La conception nativiste de la société écarte ainsi l'égalité entre citoyens et se propose de les classer par ordre d'arrivée et de proximité (ethnique, religieuse ou culturelle), en déterminant de façon arbitraire « le moment où la "communauté nationale" se refermera et quels groupes pourront ou non l'intégrer ». Lire Nativisme. Ceux qui sont nés quelque part... et qui veulent en exclure les autres, Christophe Bertossi, Jan Willem Duyvendak, Aurélien Taché, Ed. Les petits matins, Paris, 2021, p.128.

Conclusion

Les services de renseignement représentent un pilier essentiel de la politique publique, agissant comme des leviers de la puissance étatique. Ils sont rigoureusement régulés et supervisés pour garantir leur alignement avec les principes démocratiques et les droits fondamentaux. En tant qu'outil de souveraineté, ils jouent un rôle crucial dans la préservation de l'indépendance décisionnelle de l'État, permettant ainsi de naviguer avec prudence dans le complexe échiquier géopolitique.

Pour la RDC, un appareil de renseignement robuste est indispensable. Il doit être proportionnel à ses aspirations sécuritaires et à son désir de s'affirmer comme une force géopolitique majeure. Face aux menaces sécuritaires et aux ambitions territoriales de certains voisins, un tel dispositif est non seulement une nécessité mais aussi un vecteur d'influence culturelle et de prestige. Le renforcement de cette infrastructure de renseignement permettrait à la RDC de mieux anticiper et répondre aux défis sécuritaires. Elle contribuerait également à renforcer sa stature sur la scène internationale, en faisant valoir sa culture riche et diversifiée comme un élément central de son identité et de sa diplomatie.

Comme le dit Philippe Delmas, les Etats ont inventé l'ordre international, c'est-à-dire, pas l'harmonie, comme bornage de l'inacceptable. L'ordre ne fut jamais la paix mais une définition des raisons de faire la guerre. La guerre a traversé le temps et les époques et le patient effort de civilisation n'a jamais dominé la guerre et l'organisation des relations entre les puissances se ramène à l'organisation des guerres. C'est à la lisière des logiques de guerres et des logiques de paix que se construit l'intelligence stratégique des Etats. L'histoire politico-militaire actuelle est un terrain de fécondation des réflexions dont les Renseignements, en tant que technostucture politique, devraient assurer la prise en charge.

Ainsi, les services de renseignement sont-ils un investissement stratégique pour la RDC, car lui conférant les moyens de protéger sa souveraineté, de promouvoir sa culture et de réaliser ses ambitions géopolitiques. Il est donc indéniable de considérer le renseignement comme système nerveux de l'Etat¹³. Amener les Congolais à servir le pays en s'imprégnant de la culture de renseignement est une opportunité qu'offre la récente historicité congolaise post-bipolaire¹⁴.

François Erika Atubolo, Professeur à l'Université des Sciences de l'Information et de la Communication (UNISIC), Certifié en Défense et Sécurité (Wits)

¹³ Bauer, A., Marie-Christine Dupuis-Danon., Les Guetteurs. Les patrons du renseignement français répondent, Ed. Odile Jacob, Paris, 2018, p.352.

¹⁴ Lire Gordon, T., Histoire secrète du Mossad, de 1951à nos jours, Ed. Nouveaux mondes, 2006.